



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 3 octobre 2017

### **L'Association des petites villes de France inquiète des mesures annoncées par le gouvernement concernant les politiques de l'habitat**

L'Association des petites villes de France, que préside Olivier Dussopt, député de l'Ardèche, vient de faire part dans un courrier adressé à Jacques Mézard, Ministre en charge de la Cohésion des territoires et à Julien Denormandie, Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Cohésion des territoires des très vives inquiétudes des élus de petites villes à la suite des mesures annoncées par le gouvernement concernant la politique du logement dans le projet de loi de finances 2018.

Les Maires de petites villes qui sont souvent administrateurs d'offices HLM sont en première ligne sur ces questions. Ils ont du faire face toutes ces dernières années à nombre d'obligations : respect des lois SRU, rénovation thermique, mise aux normes d'accessibilité, etc.

C'est pourquoi ils s'inquiètent tout particulièrement de la baisse des APL et de la réduction unilatérale des loyers pratiqués par les bailleurs sociaux qui risque de déstabiliser les finances d'un certain nombre d'organismes et ne sera pas sans conséquence sur les finances des collectivités territoriales qui leur ont accordé leurs garanties et pourraient être ainsi appelé à couvrir leur emprunt.

Il y a un risque certain de désinvestissement dans le secteur du logement social avec des retards certains dans les projets de rénovation qui ne sera pas sans impact dans le secteur du bâtiment.

L'APVF s'associe aux protestations de l'Union sociale de l'habitat (USH) et invite le Gouvernement et le Parlement à revenir, dans le cadre de l'examen du PLF, sur les dispositions les plus contestables des mesures envisagées.

#### **Contact Presse**

**André ROBERT**, Délégué général - 01 45 44 00 83 / 06 80 84 27 53 - [arobert@apvf.asso.fr](mailto:arobert@apvf.asso.fr)

APVF, 42 Bd Raspail, 75007 PARIS - [www.apvf.asso.fr](http://www.apvf.asso.fr)

